

Le cri de colère des pays vulnérables

COP26 A moins d'une semaine de la fin des négociations, les pays les plus touchés par le réchauffement climatique haussent le ton et veulent des garanties pour que les promesses financières à leur égard soient enfin tenues

SIMON PETITE
@SimonPetite

Simon Kofe, le ministre des Affaires étrangères de l'archipel des Tuvalu, 11 000 habitants dans le Pacifique, s'adressera mardi à la COP26, les pieds dans l'océan. Les images préenregistrées font déjà le tour des réseaux sociaux. Elles illustrent le décalage entre la situation dramatique des pays les plus touchés par le réchauffement climatique et le manque d'engagements à Glasgow des plus grands pollueurs. La plus haute île de Tuvalu ne dépasse pas les cinq mètres. Si l'élévation des températures n'est pas maîtrisée, l'archipel sera en grande partie englouti.

Selon les projections de l'ONU, les engagements de réduction des gaz à effet de serre sur la table des négociations conduiraient à une élévation des températures de l'ordre de 2,7 degrés d'ici la fin du siècle. Loin de l'objectif affiché de 1,5 degré répété en boucle depuis les Accords de Paris en 2015. Ce scénario équivaldrait à rayer de la carte certains archipels. Dans certains pays, notamment en Afrique, l'économie s'effondrerait à cause des sécheresses.

MAIS ENCORE

L'effet sur le PIB
L'ONG Christian Aid a publié lundi un rapport établissant que dans 65 pays pauvres, le changement climatique va se traduire par une baisse médiane de 20% du PIB par habitant d'ici à 2050. Et que pour huit pays d'Afrique, cette baisse ira jusqu'à 80% d'ici à la fin du siècle. (LT)

«Montrez-nous l'argent»

Les nouvelles ne sont pas meilleures pour les pays vulnérables sur le front des fonds nécessaires pour s'adapter au réchauffement climatique. Les pays développés, qui portent une responsabilité historique écrasante dans la catastrophe, ont promis en 2009 une aide de 100 milliards de dollars par an, dès 2020. Cette promesse reste lettre morte. Elle devrait seulement se concrétiser à partir de 2023. Mais l'ONU estime que les besoins ces prochaines années seront alors trois fois plus grands. Rupa Mukerji, qui suit la COP26 pour l'ONG suisse Helvetas, relativise ces sommes pharaoniques: «Les gouvernements des pays riches ont bien débloqué plus de 17 000 milliards de dollars pour relancer leurs économies frappées par la crise du covid.»



«Montrez-nous l'argent», a lancé lundi la jeune activiste ougandaise Vanessa Nakate, à l'adresse des pays riches et de Barack Obama, qui a fait le déplacement de Glasgow appelant les dirigeants à prendre des décisions audacieuses. Quand il était à la Maison-Blanche, le président américain promettait une aide aux pays en première ligne du réchauffement climatique, rappelle Vanessa Nakate.



Un discours les pieds dans l'eau. Le message fort adressé à la COP26 par le ministre des Affaires étrangères de Tuvalu. (REUTERS)

«Le combat pour le climat est politique, a déclaré à la tribune l'ancien président américain. Si j'avais eu un Congrès plus favorable, j'aurais pu faire davantage.» Et d'appeler les jeunes, qui ont encore défilé ce week-end, à davantage voter en faveur d'élus plus favorables au climat. «Votez comme si votre vie en dépendait, car c'est le cas [...] N'ignorez pas la politique», a-t-il conclu, sous les applaudissements.

Cela fait longtemps que les Etats les plus menacés ont commencé à faire de la politique, construisant des alliances entre eux. Pour peser dans les négociations climatiques, ils ont formé une coalition sous l'impulsion des Maldives en 2009. A Glasgow, ce Forum sur la vulnérabilité au climat (Climate Vulnerable Forum - CVF) a haussé le ton.

Ce groupe, qui rassemble 55 pays, réclame que les pays qui émettent le

plus de gaz à effet de serre présentent des objectifs de réduction chaque année, et non pas tous les cinq ans. Même revendication pour l'objectif des 100 milliards de dollars. Les progrès devraient être évalués chaque année par le Fonds monétaire international, jugé plus impartial que l'OCDE qui regroupe les pays développés.

Une dernière carte

Face aux promesses non tenues, les pays vulnérables ont une dernière carte en main. Ils veulent pousser un mécanisme pour les «pertes et dommages» effectivement provoqués par le changement climatique. Cette question était déjà mentionnée dans l'Accord de Paris, il y a six ans, mais les pays développés craignent d'être un jour tenus juridiquement responsables des dégâts qu'ils ont provoqués avec leurs émissions de

gaz à effet de serre. «La question des pertes et dommages concerne tous les pays. Les populations des pays du Nord subissent aussi les impacts du changement climatique, plaide Rupa

«Vous devez rester en colère, rester frustrés... Votez comme si votre vie en dépendait»

BARACK OBAMA A L'ADRESSE DES JEUNES

Mukerji, d'Helvetas. Après les inondations de cet été, le gouvernement allemand a indemnisé les victimes, ce dont de nombreux pays n'ont pas les moyens.»

Rupa Mukerji ne pense toutefois pas que les pays du CVF parviendront à obtenir gain de cause sur ce mécanisme à Glasgow et hésiteront à bloquer toute la conférence. «Les conditions seront plus favorables lors de la prochaine COP en Egypte où la participation des délégués du Sud sera plus facile», prévoit-elle. De nombreux pays ont dû réduire leur délégation en Ecosse, vu le coût du séjour et l'obligation d'être vacciné contre le covid. Les délégués des petits pays n'arrivent pas à suivre toutes les séances de négociations, qui se tiennent en parallèle selon les thèmes. A titre de comparaison, le lobby des énergies fossiles a réussi à accréditer plus de 500 représentants à Glasgow, selon l'ONG Global Witness, soit davantage que n'importe quelle délégation gouvernementale. ■

Ce que cache la stratégie «zéro carbone» des pays du Golfe

ÉTAT DES LIEUX Les Emirats arabes unis, l'Arabie saoudite et Bahreïn envisagent d'atteindre la neutralité carbone en 2060. Mais à condition que les consommateurs finaux d'hydrocarbures assument leurs responsabilités... et sans remettre en cause leur modèle de société

SEBASTIAN CASTELIER
@SCastelier

Dans le sillage des Emirats arabes unis, l'Arabie saoudite et le Bahreïn se sont récemment engagés à atteindre la neutralité carbone à horizon 2060, rejoignant plus de 130 nations déterminées à réduire ou compenser leurs émissions de gaz à effet de serre. «Une décision qui change la donne et l'histoire», a réagi Patricia Espinosa, secrétaire exécutive de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC).

En apparence, l'engagement saoudien marque en effet un tournant à 180 degrés dans la stratégie de ce pays producteur d'environ 10% du pétrole consommé dans le monde, et qui manœuvre en cou-

lisses pour obstruer toute tentative de réduire la demande mondiale d'énergies fossiles, pourtant reconnue comme première cause du réchauffement climatique. Des documents obtenus par la BBC révèlent qu'en amont de la COP26, cette monarchie héréditaire du golfe Persique tente de faire supprimer d'un rapport des Nations Unies une phrase qui appelle à «l'élimination progressive des combustibles fossiles».

En dépit d'annonces ambitieuses, la priorité est au maintien du modèle de société énergivore

A y regarder de plus près, les objectifs de neutralité carbone des nations golfeennes ne sont pas sans conditions. Bâti économiquement, socialement et politiquement autour de la vente de barils

de brut, les pays de la région refusent aujourd'hui catégoriquement d'endosser seuls la responsabilité des émissions de CO2 liées à la production d'hydrocarbures destinés à l'exportation, notamment vers les pays asiatiques. Ces émissions ne sont donc pas prises en compte pas dans leurs objectifs «net zéro».

Une approche qui contraste avec l'attentisme dont ils ont longtemps fait preuve sur la question, permettant ainsi aux clients finaux de s'affranchir de la charge environnementale liée à la matière première consommée. Les pays du Golfe «ne se sont pas défendus correctement» depuis le début des négociations sur le climat en 1992, commente Sayeed Mohammed, analyste spécialiste des politiques environnementales et directeur de la stratégie à l'ONG qatarie Mouvement des jeunes Arabes pour le climat (Arab Youth Climate Movement Qatar).

Consommation débridée

Parmi les 12 pays dont les émissions de CO2 par habitant sont les plus élevées au monde figurent les six pays du Conseil de coopération du Golfe. En cause, une

consommation énergétique débridée au sein des populations du Qatar, Koweït, Emirats arabes unis, Bahreïn, Arabie saoudite et Oman, mais aussi la production de pétrole et gaz qui fait tourner l'économie mondiale. Une étude conduite par Sayeed Mohammed révèle que 64% du CO2 émis sur le territoire qatari est en réalité exporté vers les marchés de consommation finale.

Au-delà des émissions de CO2 exportées, la question des actions requises pour atteindre la neutralité carbone au niveau local demeure épineuse. Malgré un taux d'ensoleillement généreux, les climatiseurs, omniprésents pour lutter contre les torrides chaleurs estivales qui dépassent régulièrement les 50°C, continuent d'être alimentés par un courant électrique polluant. A titre d'exemple, l'Arabie saoudite, l'un des derniers pays à produire plus de 40% de son électricité dans des centrales électriques fonctionnant au pétrole, engloutit chaque jour trois millions de barils de brut pour assouvir ses besoins énergétiques domestiques. C'est autant que le Brésil, un pays pourtant six fois plus peuplé...

Face à ce constat et dans sa course à la neutralité carbone, l'Arabie saoudite, qui ne produit en 2018 que 0,04% de son électricité à partir d'énergies renouvelables, tente de rattraper son retard et a lancé plusieurs projets solaires et éoliens. Le pays envisage de produire 50% de son électricité à partir d'énergies renouvelables en 2030. Mais ni le royaume ni les Emirats arabes unis n'ont détaillé leurs stratégies pour atteindre la neutralité carbone, et en dépit d'annonces ambitieuses la priorité est au maintien du modèle de société énergivore.

Permis de polluer

Pour réconcilier environnement et mode de vie carboné apprécié des populations locales, la région mise avant tout sur la compensation des émissions de CO2, notamment via le stockage du carbone dans des formations souterraines, ou des solutions naturelles telles que des forêts. Une stratégie dénoncée par les tenants de l'action climatique, qui l'assimilent à un permis de polluer, en lieu et place d'une réduction des émissions d'origine humaine. ■